

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 1^{er} MARS 1874.

La politique de l'Internationale.

III

Si l'Internationale se montre d'abord indulgente pour les idées réactionnaires, soit en politique, soit en religion, que des ouvriers peuvent avoir en entrant dans son sein, ce n'est pas du tout par indifférence pour ces idées. On ne peut la taxer d'indifférence à leur égard, puisqu'elle les déteste et les repousse de toutes les forces de son être, toute idée réactionnaire étant le renversement du principe même de l'Internationale.

Cette indulgence, nous le répétons encore, lui est inspirée par une haute sagesse. Sachant parfaitement que tout ouvrier sérieux est un socialiste par toutes les nécessités inhérentes à sa position misérable, et que des idées réactionnaires, s'il en a, ne peuvent être que l'effet de son ignorance, elle compte, pour l'en délivrer, sur l'expérience collective qu'il ne peut manquer d'acquérir au sein de l'Internationale, et surtout sur le développement de la lutte collective des travailleurs contre les patrons.

Et en effet, du moment qu'un ouvrier, prenant foi dans la possibilité d'une prochaine transformation radicale de sa situation économique, associé à ses camarades, commence à lutter sérieusement pour la diminution de ses heures de travail et l'augmentation de son salaire; du moment qu'il commence à s'intéresser vivement à cette lutte toute matérielle, on peut être certain qu'il abandonnera bientôt toutes ses préoccupations célestes et que, s'habituant à compter toujours davantage sur la force collective des travailleurs, il renoncera volontairement au secours du ciel. Le socialisme prend, dans son esprit, la place de la religion.

Il en sera de même de sa politique réactionnaire. Elle perdra son soutien principal à mesure que la

conscience de l'ouvrier se verra délivrée de l'oppression religieuse. D'un autre côté la lutte économique, en se développant et en s'étendant toujours davantage, lui fera connaître de plus en plus d'une manière pratique et par une expérience collective, qui est nécessairement toujours plus instructive et plus large que l'expérience isolée, ses ennemis véritables, qui sont les classes privilégiées, le clergé, la bourgeoisie, la noblesse et l'État; ce dernier n'étant là que pour sauvegarder tous les privilèges de ces classes et prenant nécessairement toujours leur parti contre le prolétariat.

L'ouvrier, ainsi engagé dans la lutte, finira forcément par comprendre l'antagonisme irréconciliable qui existe entre ces suppôts de la réaction et ses intérêts humains les plus chers; et arrivé à ce point, il ne manquera pas de se reconnaître et de se poser carrément comme un socialiste révolutionnaire.

Il n'en est pas de même des bourgeois. Tous leurs intérêts sont contraires à la transformation économique de la société; aussi faut-il les tenir bien loin de l'Internationale, car ils ne pourraient y entrer que pour la démoraliser et pour la détourner de sa voie.

Pourtant, dira-t-on, il y a des bourgeois qui sont franchement socialistes, qui sont sincèrement et complètement dévoués à la cause de la révolution sociale. Cela est vrai; leur nombre n'est pas grand, mais il y en a; et ceux-là, il serait en effet injuste de les repousser.

Il est un signe infailible auquel les ouvriers peuvent reconnaître si un bourgeois, qui demande à être reçu dans leurs rangs, vient à eux franchement, sans l'ombre d'hypocrisie et sans la moindre arrière-pensée. Ce signe, ce sont les rapports qu'il a conservés vis-à-vis du monde bourgeois.

Si un bourgeois, animé par une grande passion de justice, d'égalité et d'humanité, veut sérieusement travailler à l'émancipation du prolétariat,

qu'il commence par rompre tous les liens politiques et sociaux, tous les rapports d'intérêt aussi bien que d'esprit, de vanité et de cœur, qui l'attachent à la bourgeoisie. Qu'il comprenne qu'aucune conciliation n'est possible entre le prolétariat et cette classe qui, ne vivant que de l'exploitation d'autrui, est l'ennemi naturel du prolétariat. Après avoir définitivement tourné le dos au monde bourgeois, qu'il vienne alors se ranger sous le drapeau des travailleurs, sur lequel sont inscrits ces mots : *Justice, Égalité et Liberté pour tous. Abolition des classes par l'égalisation économique de tous. Révolution sociale.* Il sera le bienvenu.

Mais il est une autre catégorie de bourgeois qui n'ont point du tout envie de renoncer aux privilèges de leur classe et qui n'ont pas non plus le courage de se poser franchement en adversaires déclarés de l'émancipation des travailleurs. Ils se donnent des allures philanthropiques, ils se disent bien haut les amis des ouvriers, ils vont même jusqu'à se proclamer partisans du socialisme, mais du *bon*, pas de celui de l'Internationale. Ennemis d'une transformation radicale de la société, ils veulent comme tous les autres bourgeois conserver l'inégalité économique, cette source éternelle de toutes les autres inégalités ; et en même temps ils prétendent vouloir comme nous l'émancipation du travailleur et du travail ! Ils maintiennent confrère nous, avec une passion digne des bourgeois les plus réactionnaires, les prétendus droits du capital et de la propriété ; et ils se représentent néanmoins comme les apôtres de la délivrance de la classe ouvrière du joug de la propriété et du capital !

Ces bourgeois-là se trompent-ils, ou trompent-ils ? Quelques-uns se trompent de bonne foi ; beaucoup trompent ; le plus grand nombre se trompe et trompe tout à la fois.

Ce sont des bourgeois qui n'aiment pas le césarisme, ni l'ultramontanisme, ni l'aristocratie, et dont l'idéal est une bonne petite république plus ou moins radicale dont ils seraient les gouvernants. Mais pour renverser du pouvoir, en France et ailleurs, ceux qui le détiennent, et pour remettre ce pouvoir entre les mains des chefs de cette bourgeoisie radicale, l'appui du prolétariat est indispensable. Donc, il leur faut gagner le prolétariat.

Or, il n'est plus aujourd'hui qu'un moyen de gagner les ouvriers. Si vous voulez toucher le cœur de ces millions d'esclaves du travail, parlez-leur de leur émancipation économique ; parlez-leur de réformes économiques dans la société.

« Eh bien, se sont dit ces bourgeois, parlons-en. Faisons-nous socialistes aussi. Promettons des réformes économiques et sociales, à condition toutefois que les travailleurs voudront bien respecter les bases de la civilisation et de l'omnipotence bourgeoises : la propriété individuelle et héréditaire l'intérêt du capital et la rente de la terre.

Persuadons-leur qu'à ces conditions seules, qui nous assurent la domination et aux travailleurs l'esclavage, il peut être apporté une amélioration au sort des ouvriers.

« Persuadons-leur surtout que pour réaliser des réformes sociales, il faut d'abord faire une bonne révolution politique, *exclusivement politique*, aussi rouge qu'il leur plaira, avec un grand abattis de têtes si cela est nécessaire, mais toujours en conservant le plus profond respect pour la sacrosainte propriété et pour les droits inviolables du capital ; une révolution toute jacobine, en un mot, qui nous rendra les maîtres de la situation. Et une fois maîtres, nous donnerons aux ouvriers... ce que nous pourrions et ce que nous voudrions. »

De même que nous avons indiqué le signe auquel on peut reconnaître un bourgeois sincèrement socialiste, c'est ici le signe infaillible auquel les ouvriers reconnaîtront un faux socialiste.

Si en leur parlant de révolution, ou si l'on veut de transformation sociale, il leur dit que la transformation politique *doit précéder* la transformation économique ; s'il nie qu'elles doivent se faire toutes les deux à la fois ; s'il prétend que la révolution politique doit être autre chose que la révolution sociale immédiate, directe, pleine et entière, — qu'ils lui tournent le dos, car ou bien ce n'est qu'un sot, ou bien c'est un exploiteur hypocrite.

(La fin au prochain numéro).

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Les journaux ont annoncé il y a quelques jours la condamnation du vieux socialiste Raspail à deux ans de prison, pour avoir fait « l'apologie de faits qualifiés crimes » dans un Almanach publié par lui. Raspail a actuellement 82 ans.

Voici quelques extraits du calendrier qui lui a valu cette condamnation :

« 22 janvier 1871. Jules Favre, Thiers et Cie posent les préliminaires de la plus honteuse des capitulations. Le peuple de Paris, indigné de la trahison de Trochu, se presse autour de l'Hôtel-de-ville. Les Bretons de Trochu, cachés dans les caves, font feu, vingt agents de police, postés dans un café en face, leur répondent ; aucun de ces agents n'est atteint, mais une centaine de femmes, d'enfants et de vieillards sont massacrés.

» 8 février 1871. Election de l'Assemblée nationale, qui fait la paix avec la Prusse, mais à quel prix ! Cinq milliards, cession de l'Alsace et de la Lorraine, et occupation jusqu'au dernier paiement ; et tout cela pour expier les fautes d'un empereur idiot et de ses généraux d'antichambre.

» 1^{er} mars 1871. Déposition du fils de la reine Hortense et du frère de M. de Morny, qui s'était arrogé le titre de Napoléon III. »

On le voit, les juges de la république punissent les attaques contre l'empire. C'est qu'au fond il y a la plus étroite solidarité entre le régime actuel et le régime impérial.

Allemagne.

Les députés d'Alsace-Lorraine ont présenté au Reichstag, dans sa séance du 18 février, la proposition suivante :

« La population d'Alsace-Lorraine, qui a été annexée à l'Empire allemand par le traité de Francfort sans avoir été consultée, sera appelée à se prononcer par un vote spécial sur cette annexion. »

Cette proposition, et le discours prononcé à l'appui par le député alsacien Teutsch, ont été accueillis par des huées, des vociférations, et des rires insultants. Quand il s'est agi de voter, toutes les fractions bourgeoises du Reichstag, même les plus libérales, unies dans un touchant accord, se sont levées comme un seul homme contre la proposition, sanctionnant à la face de l'Europe, par leur attitude, la doctrine sauvage du droit de conquête.

Les seuls députés qui, à la contre-épreuve, au milieu de l'hilarité redoublée et mêlée de rage de la majorité, se soient déclarés en faveur de la proposition des Alsaciens, c'est-à-dire du droit d'un peuple de disposer de lui-même, sont les Polonais, le Danois Kryger, le Hanovrien Ewald, le républicain Sonnemann, et les sept socialistes, Vahlteich, Geib, Hasenclever, Reimer, Hasselmann, Most, et Motteler. (On sait que Liebknecht et Bebel, quoique députés, ne peuvent pas siéger au Reichstag : ils sont détenus à la forteresse de Hubertsbourg).

Les socialistes ont motivé leur vote dans une déclaration qui a été signée à la fois par ceux d'entre eux qui sont membres de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiter-Verein* (Hasenclever, Hasselmann et Reimer), et par ceux qui appartiennent au parti d'Eisenach (Vahlteich, Geib, Most et Motteler). Nous applaudissons à ce rapprochement ; et nous constatons en même temps que les attaques dirigées à répétitions par le *Volksstaat* contre les hommes de l'*Allgemeiner Arbeiter-Verein*, que ce journal représentait comme des instruments de Bismarck, se trouvent par le fait être de pures calomnies.

Quand donc les coteries personnelles cesseront-elles, au sein du parti ouvrier, leurs manœuvres dissolvantes ! On peut différer sur des questions de principes, discuter, défendre avec vivacité son point de vue, chercher à se convaincre mutuellement ; c'est ce qu'on avait fait dans l'Internationale jusqu'au Congrès de Bâle, et l'Association, agitée et vivifiée par ces discussions, ne s'en portait que mieux ; mais les intrigues sourdes, les misérables cabales, l'esprit de domination, les haines engendrées par les amours-propres froissés, le dénigrement mutuel, afin la calomnie systématique et sans pudeur, voilà ce qui a paralysé, ce qui a failli tuer notre grande Association. Maintenant qu'après une longue crise, un esprit d'apaisement semble prévaloir à peu près partout, nous faisons des vœux pour qu'un rapprochement puisse s'opérer entre les divers groupes qui fractionnent le prolétariat de l'Europe et de l'Amérique, et pour qu'au moins dans la presse socialiste, la discussion franche et loyale vienne remplacer l'injure.

Italie.

Le *Povero* de Palerme raconte que dans une espèce de chenil qui sert de refuge aux pauvres de cette ville, « et qui ne peut se comparer qu'à l'un des cercles de l'enfer du Dante, » huit personnes

sont mortes de faim dans l'espace de quelques semaines. Et pour qu'on ne puisse pas contester l'authenticité du fait, il ajoute des détails précis et donne des noms.

Le *Romagnolo*, organe des sections de la Romagne, a repris sa publication. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Dans son numéro du 14 février, il nous apprend que la fédération ouvrière de Livourne a été dissoute par décision du préfet, comme poursuivant un but contraire aux institutions fondamentales du royaume.

La *Gazette de Turin*, journal bourgeois, dit qu'à Cantiano, province d'Urbino, les paysans sont obligés de se nourrir de glands !

La section de Fiume (ville italienne sur territoire autrichien, de l'autre côté de l'Adriatique), nouvellement fondée, envoie un salut fraternel à la Fédération italienne de l'Internationale.

Belgique.

Il s'est formé récemment à Verviers une association de locataires, dans le but de résister à la hausse des loyers et de contraindre les propriétaires à se montrer plus raisonnables et plus humains. Une correspondance publiée par le *Mirabeau* de dimanche dernier propose à ce sujet une mesure radicale : c'est que la classe ouvrière s'entende pour suspendre, d'une manière générale, le paiement de ses loyers. « Nous sommes persuadés, dit le correspondant, que de cette suspension surgirait un autre mouvement qui donnerait la chair de poule à tous ces individus de la haute et basse pègre. »

Espagne.

L'ordre règne en Espagne, à ce qu'assure le gouvernement. Il y a bien encore quelques bandes carlistes, mais c'est un détail : la grande ennemie de la société moderne, l'Internationale, est vaincue, c'est là l'essentiel ; il a suffi d'un décret pour l'anéantir, pour supprimer ses sections et ses journaux.

Où, l'Internationale est anéantie en Espagne, de la même façon qu'elle est anéantie en France, c'est-à-dire qu'elle continue à agiter et à organiser les masses avec plus d'ardeur que jamais.

Eh quoi, parce que pendant un certain temps les sections de l'Internationale ne pourront pas se réunir publiquement, parce qu'on séquestrera leurs journaux, on croit avoir détruit notre association ? C'est une plaisanterie.

Il n'y a que deux moyens de détruire l'Internationale.

Le premier, ce serait d'exterminer en masse tout le prolétariat des deux mondes, hommes, femmes et enfants ; ce que Rochefort appelait l'*extinction du paupérisme par la suppression des pauvres*. Ce moyen sourit assez à certains hommes d'État, mais il a un inconvénient : c'est qu'une fois le prolétariat complètement anéanti, la bourgeoisie se verrait forcée ou de mourir de faim, ou de faire elle-même le travail que font aujourd'hui les ouvriers. Il faut donc renoncer à ce premier procédé.

Le second moyen, c'est de mettre fin aux revendications du prolétariat, en lui accordant ce qu'il demande. Mais ce serait la ruine de la bourgeoisie capitaliste! Pensez-y donc : justice, égalité, liberté, travail pour tous! On ne saurait s'y résoudre, c'est l'abomination de la désolation! Mieux vaut continuer la lutte, pensent les bourgeois; cela durera ce que ça pourra, et après nous le déluge!

Et voilà pourquoi les deux uniques moyens de supprimer l'Internationale étant reconnus impraticables par ceux qui auraient à les appliquer, l'Internationale est indestructible.

Nouvelle-Calédonie.

Nous extrayons d'une lettre reçue par un membre de la fédération jurassienne, et qui nous est communiquée, les passages suivants :

« Presqu'île Ducos, 4 novembre 1873.

« ... Un événement est venu changer la monotonie de notre existence. Il y a quinze jours, le *Fénelon* nous a amené des femmes de déportés, une quinzaine environ. Plusieurs sont restées à Nouméa; n'étant pas mariées légalement, elles ne peuvent pas rejoindre leurs maris sans passer devant M. le maire ou du moins devant le commissaire de marine faisant les fonctions, — et peut-être aussi devant le prêtre; nous verrons.

» Ces malheureuses sont bien désillusionnées. On leur a promis monts et merveilles avant leur départ; elles ne touchent que le pain et 200 grammes de viande, les enfants au-dessous de quinze ans une demi-ration; les légumes, le café, huile, sucre, vinaigre, leur est supprimé. Ceci se passe de commentaires. Les femmes des déportés qui sont encore à Nouméa sont campées sur une place, sous des tentes.

» Les femmes des condamnés à l'enceinte fortifiées doivent pouvoir aller à Nouméa: or, à l'une la permission a été accordée, à une autre refusée: deux poids et deux mesures. Les enfants courent et jouent dans les rues de Numbo; c'est à qui leur fera fête.

» Les déportés ne sont pas encore convertis. Le prêtre dit sa messe pour lui tout seul; il lui arrive même de fermer sa boutique sans finir sa besogne, ne voyant venir personne.

» Nous correspondons avec nos amis de l'île des Pins; dans notre prochaine lettre, nous te donnerons quelques détails sur cet endroit. Pour ceux de l'île Nou, il est fort difficile d'avoir de leurs nouvelles. Un des plus malheureux est Brissac; on s'acharne sur lui; il est à la 4^{me} classe, enchaîné avec Joye, l'empoisonneur de Marseille. Roques et Urbain sont restés longtemps à cette classe; ils sont actuellement à la 3^{me}. Trinquet travaille de son état au pénitencier. »

Nous prions les journaux qui ne sont pas à la solde des bourreaux de Versailles, de reproduire ces détails, pour les faire connaître à l'Europe.

Fédération jurassienne.

La grève des monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds continue.

A la liste de faux-frères que nous avons publiée il y a quinze jours, nous avons le regret d'en joindre

une seconde. Ce sont les ouvriers monteurs de boîtes dont les noms suivent :

Seiler, François; Chapatte, Joseph; Magnin-Pascalis, Louis; Robert, Henri; Crévoisier, Arsène; Jacot, Edouard; Ecuyer, Paul.

Une tentative d'arbitrage a été faite entre les patrons et les ouvriers. Lundi 23 février, les arbitres avaient convoqué, pour la seconde fois, une réunion des ouvriers et des patrons: ces derniers n'ont eu que des injures à l'adresse des ouvriers; ils se sont montrés intraitables dans leurs exigences, et ont déclaré qu'ils ne feraient aucune concession, et que les ouvriers devaient accepter tel quel le nouveau tarif. Les ouvriers ont décidé à l'unanimité qu'ils ne l'accepteraient pas.

Sur 250 grévistes, il n'en reste que 143 à entretenir, et on en place tous les jours.

Sur l'initiative des présidents des sociétés ouvrières de la Chaux-de-Fonds, une grande assemblée populaire a eu lieu vendredi soir, pour s'occuper de la grève des boitiers. Au moment de mettre sous presse, nous n'avons pas encore reçu de détails sur ce qui s'est passé dans cette assemblée; nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Dans diverses sections de notre fédération, on se prépare à célébrer l'anniversaire de la révolution du 18 mars.

A la Chaux-de-Fonds, il y aura un banquet auquel seront invités, outre les réfugiés de la Commune et les membres de l'Internationale, tous les citoyens qui voudront, par leur présence, témoigner de leur sympathie pour la République démocratique et sociale.

A Neuchâtel, la section internationale a nommé, dans sa dernière séance, une commission chargée d'organiser, pour le 18 mars, une soirée familière, à laquelle seront invitées les sociétés ouvrières de la ville et tous les amis des principes socialistes.

Nous constatons qu'il ne nous a pas fallu longtemps pour fermer la bouche au *Progrès* de Delémont. Depuis notre dernière réponse (numéro du 8 février), il se l'est tenu pour dit et n'a plus soufflé mot.

Nous apprenons par une correspondance de la *Tagwacht* qu'il y a eu dernièrement à Genève une grève des ouvriers faiseurs de ressorts, qui s'est terminée par une défaite si complète des patrons, qu'un certain nombre de ces derniers ont dû payer à leurs ouvriers 3 francs par jours de grève!

On peut se procurer auprès de l'administration du *Bulletin* les publications suivantes :

Mémoire présenté par la Fédération jurassienne à toutes les Fédérations de l'Internationale (histoire de l'Internationale en Suisse depuis sa fondation). Prix : fr. 3.50. Pour les internationaux : fr. 2.50.

Almanach du Peuple pour 1874, 4^e année. Prix : 25 cent. — Il reste aussi quelques exemplaires des années précédentes.

Collection du *Bulletin*, année 1872, fr. 5; idem année 1873, fr. 6.